

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION

31 JAN. 2012

Le Directeur général  
des collectivités locales

Le Secrétaire Général

à

Mesdames et Messieurs les Préfets de région  
Mesdames et Messieurs les Préfets  
de département

NOR : IOCB1202088C

**OBJET :** Consultations ouvertes sur internet – éléments utiles à la mise en œuvre de la nouvelle procédure

**REF. :** Décret n° 2011-1832 du 8 décembre 2011 relatif aux consultations ouvertes sur l'internet

**P. J. :** 2 Annexes. Décret du 8 décembre 2011

Le décret n° 2011-1832 du 8 décembre 2011 relatif aux consultations ouvertes sur l'internet a été publié au Journal officiel du 9 décembre 2011. Ce décret a été adopté en application de l'article 16 de la loi du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit que vous trouverez ci-joint qui dispose que « Lorsqu'une autorité administrative est tenue de procéder à la consultation d'une commission consultative préalablement à l'édiction d'un acte réglementaire, à l'exclusion des mesures nominatives, elle peut décider d'organiser une consultation ouverte permettant de recueillir, sur un site internet, les observations des personnes concernées. » .

Cette nouvelle modalité de consultation s'adresse aux autorités administratives de l'Etat et des collectivités territoriales. Vous voudrez bien trouver ci-joint la présentation réalisée par le Secrétaire général du Gouvernement aux secrétaires généraux des ministères et aux hauts fonctionnaires pour la qualité réglementaire du dispositif de consultations ouvertes sur les projets de textes normatifs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Pour ce qui concerne les consultations propres à l'Etat, le secrétariat général du Gouvernement signale qu'est accessible sur son site, une page dédiée de la rubrique "Consultation" du portail de la qualité et de la simplification du droit rassemblant les éléments utiles à la mise en ligne et, en particulier, la fiche de transmission à utiliser par les ministères



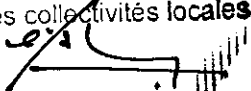
pour la saisine du SGG ainsi qu'une notice explicative. On trouvera ces éléments à l'adresse : [http://extraqual.pm.ader.gouv.fr/consultation/consultations\\_internet.html](http://extraqual.pm.ader.gouv.fr/consultation/consultations_internet.html). J'appelle toutefois votre attention sur le fait que tant les administrations centrales que les préfectures peuvent se connecter à l'extranet de la qualité du droit du S.G.G., mais qu'il n'en est pas de même pour les collectivités territoriales qui ne peuvent y accéder.

L'adresse fonctionnelle à utiliser pour la saisine du S.G.G. ([consultations-ouvertes@pm.gouv.fr](mailto:consultations-ouvertes@pm.gouv.fr)) est d'ores et déjà active.

Pour ce qui concerne les collectivités territoriales, je vous remercie des dispositions que vous prendrez afin de les sensibiliser au franchissement de cette nouvelle étape dans la rénovation des formes de la consultation. Préalablement à l'adoption d'un acte réglementaire, les collectivités territoriales pourront désormais décider d'organiser, sur le site Internet de leur choix, une consultation ouverte de toutes les personnes concernées par le projet d'acte. Cette consultation ouverte se substituera alors à la consultation obligatoire des commissions consultatives en application d'une disposition législative ou réglementaire. Les commissions consultatives dont l'avis aurait dû être recueilli pourront faire part de leurs observations dans le cadre de la consultation ouverte.

Cette faculté de consultation ouverte est offerte aux collectivités territoriales, aux groupements de collectivités territoriales et aux établissements publics rattachés à ces dernières.

La durée de cette consultation ouverte ne peut être inférieure à quinze jours et donne lieu à une synthèse des observations qu'elle a permis de recueillir. Cette synthèse est rendue publique par l'autorité organisatrice au plus tard à la date de la signature de l'acte ayant fait l'objet de la consultation. Cette publicité est assurée sur le site ayant permis le recueil des observations.

Le directeur général  
des collectivités locales  
  
Eric JALON

Le secrétaire général  
  
Michel BART

## **ANNEXE 1**

### **Article 16**

Lorsqu'une autorité administrative est tenue de procéder à la consultation d'une commission consultative préalablement à l'édiction d'un acte réglementaire, à l'exclusion des mesures nominatives, elle peut décider d'organiser une consultation ouverte permettant de recueillir, sur un site internet, les observations des personnes concernées. L'autorité administrative fait connaître par tout moyen les modalités de la consultation.

Au terme de la consultation, elle établit une synthèse des observations qu'elle a recueillies, éventuellement accompagnée d'éléments d'information complémentaires. Cette synthèse est rendue publique.

Cette consultation ouverte se substitue à la consultation obligatoire en application d'une disposition législative ou réglementaire. Les commissions consultatives dont l'avis doit être recueilli en application d'une disposition législative ou réglementaire peuvent faire part de leurs observations dans le cadre de la consultation prévue au présent article.

Demeurent obligatoires les consultations d'autorités administratives indépendantes prévues par les textes législatifs et réglementaires, les procédures d'avis conforme, celles qui concernent l'exercice d'une liberté publique, constituent la garantie d'une exigence constitutionnelle ou traduisent un pouvoir de proposition ainsi que celles mettant en œuvre le principe de participation.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article, notamment les modalités d'organisation de la consultation, dont la durée ne peut être inférieure à quinze jours.



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Paris, le 16 DEC. 2011

N° 1543 / 11 / SG

NOTE

à l'attention de Madame et Messieurs les Secrétaires généraux

**Objet :** Développement de la pratique des consultations ouvertes sur l'Internet sur les projets de textes législatifs et réglementaires

**P.J. :** Une notice explicative de la procédure de mise en ligne ; une fiche de transmission au S.G.G.


Suivant les orientations de la circulaire en date du 8 décembre 2008 du Premier ministre, la rénovation des formes de consultation sur les projets de texte engagée par le Gouvernement conduit à réduire le nombre des instances consultatives placées auprès des membres du Gouvernement et à développer les consultations ouvertes sur l'Internet.

Une nouvelle étape a été franchie en ce sens avec l'adoption par le Parlement de l'article 16 de la loi du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, aux termes duquel « *lorsqu'une autorité administrative est tenue de procéder à la consultation d'une commission consultative préalablement à l'édiction d'un acte réglementaire, à l'exclusion des mesures nominatives, elle peut décider d'organiser une consultation ouverte permettant de recueillir, sur un site Internet, les observations des personnes concernées* ». Tout en réservant certaines hypothèses dans lesquelles une consultation institutionnelle demeure obligatoire, la loi précise que la consultation ouverte « *se substitue à la consultation obligatoire en application d'une disposition législative ou réglementaire* ». Les commissions consultatives dont l'avis aurait dû être recueilli « *peuvent faire part de leurs observations* » dans le cadre de la consultation ouverte.

Le décret n° 2011-1832 du 8 décembre 2011 relatif aux consultations ouvertes sur l'Internet, pris en conseil des ministres, précise les conditions d'application de ces dispositions nouvelles. En particulier, dans un souci de lisibilité de ces initiatives, il prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, les consultations ouvertes par les administrations de l'Etat devront être référencées sur un site Internet du Premier ministre. En pratique, ce référencement d'effectuera sur le site « [vie-publique.fr](http://vie-publique.fr) ».

Vous trouverez en pièce jointe à la présente note une notice explicative de la mise en œuvre de ce nouveau dispositif.

Je vous serai reconnaissant des dispositions que vous prendrez pour faire connaître ces nouvelles dispositions à l'ensemble des services et établissements publics dépendant de vos départements ministériels et les encourager à étendre leur pratique des consultations ouvertes.

  
Serge LASVIGNES

*Copie : Mesdames et Messieurs les hauts fonctionnaires chargés de la qualité de la réglementation*

Informations de mise à jour

lundi 26 décembre 2011

Accueil > Les textes législatifs et réglementaires > Détail d'un texte

Détail d'un texte

Masquer le panneau de navigation

Imprimer

Décret n°2011-1832 du 8 décembre 2011

▶ Version initiale

▶ Version à venir au 1 janvier 2012

---

Version consolidée à la date du ...

Jour

Mois

Année




**Consulter**

---

 **Sommaire**

 [Article 1](#)

 [Article 2](#)

 [Article 3](#)

 [Article 4](#)

 [Article 5](#)

 [Article 6](#)

En savoir plus sur ce texte...

JORF n°0285 du 9 décembre 2011 page 20869

texte n° 4

DECRET

**Décret n° 2011-1832 du 8 décembre 2011 relatif aux consultations ouvertes sur l'internet**

NOR: PRMX1126861D

Publics concernés : tous publics.

Objet : consultations ouvertes sur l'internet, se substituant aux consultations institutionnalisées,

préalables à l'adoption d'actes réglementaires.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le 1er janvier 2012.

Notice : le présent décret précise les conditions dans lesquelles l'Etat et ses établissements publics, ainsi que les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, peuvent recourir, dans les limites fixées par la loi, préalablement à l'adoption d'un acte réglementaire, à la consultation, sur un site internet, des personnes concernées par ce projet, en lieu et place de la consultation, prévue par la loi ou le règlement, d'une ou de plusieurs commissions consultatives. Cette consultation ouverte ne peut se dérouler dans un délai inférieur à quinze jours et donne lieu à une synthèse publique des observations qu'elle a permis de recueillir. Le présent décret prévoit également la création d'un site internet du Premier ministre ayant vocation à recenser l'ensemble des consultations organisées par internet sur les projets de textes législatifs et réglementaires nationaux. Références : le présent décret est pris pour l'application de l'article 16 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit. Ces textes peuvent être consultés sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre,

Vu la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, notamment son article 16 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 3 novembre 2011 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

#### Article 1 En savoir plus sur cet article...

La décision d'organiser une consultation ouverte en application de l'article 16 de la loi du 17 mai 2011 susvisée est publiée sur un site internet du Premier ministre lorsqu'elle est prise par une autorité de l'Etat ou d'un de ses établissements publics. Lorsqu'elle est prise par une collectivité territoriale, un groupement de collectivités territoriales ou un établissement public rattaché à ces dernières, elle est publiée par tout moyen, dont au moins une publication sur le site internet choisi par l'autorité intéressée pour le déroulement de la consultation.

#### Article 2 En savoir plus sur cet article...

La décision mentionnée à l'article 1er indique la date d'ouverture et de clôture de la consultation. Elle précise si les observations formulées apparaîtront sur le site de cette consultation.

Sa publication est assortie du projet d'acte concerné et d'une notice explicative précisant l'objet et le contenu de celui-ci ainsi que, le cas échéant, la ou les dates prévues pour l'entrée en vigueur des mesures envisagées.

#### Article 3 En savoir plus sur cet article...

La synthèse des observations recueillies dans le cadre de la consultation ouverte est rendue publique par l'autorité organisatrice au plus tard à la date de la signature de l'acte ayant fait l'objet de la consultation.

Lorsque l'autorité organisatrice est une autorité de l'Etat ou de l'un de ses établissements publics, cette publicité est assurée sur le site du Premier ministre mentionné à l'article 1er. Lorsque l'autorité organisatrice est une collectivité territoriale, un groupement de collectivités territoriales ou un établissement public rattaché à ces dernières, elle est assurée sur le site ayant permis le recueil des observations.

#### Article 4 En savoir plus sur cet article...

Les consultations organisées sur un site internet par les administrations de l'Etat, en application de dispositions législatives ou réglementaires qui imposent la consultation du public préalablement à l'adoption d'un acte réglementaire ayant un champ d'application national, font l'objet d'une publication sur le site internet mentionné à l'article 1er. Les consultations organisées sur des projets de loi font également l'objet d'une publication sur ce site.

Les administrations de l'Etat et ses établissements publics peuvent décider de rendre publiques sur le même site les procédures de consultation du public qu'elles organisent préalablement à l'adoption d'un acte réglementaire en dehors des cas prévus à l'alinéa précédent.

La publication sur le site internet mentionné à l'article 1er précise si la procédure de consultation est organisée en application de l'article 16 de la loi du 17 mai 2011 susvisée, en indiquant qu'elle se substitue dans ce cas à la consultation des commissions consultatives dans les conditions prévues par ce même article.

#### Article 5 En savoir plus sur cet article...

Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2012. Il ne s'applique pas aux procédures de consultation en ligne qui ont été ouvertes avant cette date ou dont la date d'ouverture a été rendue publique avant cette date.

#### Article 6 En savoir plus sur cet article...

Le Premier ministre est responsable de l'application du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 8 décembre 2011.

Nicolas Sarkozy

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

François Fillon

---

[Télécharger le document en RTF Fac-similé](#)

[Masquer le panneau de navigation](#)

[Imprimer](#)

- [À propos de l'ordre juridique français](#)
- [Licences](#)
- [Quoi de neuf sur le site ?](#)
- [À propos du site](#)



- [Plan du site](#)
- [Aide générale](#)
- [Nous écrire](#)
- [Établir un lien](#)